



« Reculs sociaux et environnementaux : répondre aux attentes des Français malgré le backlash institutionnel »

Les actualités récentes nous rappellent régulièrement aux enjeux environnementaux et de société : catastrophes naturelles, dérèglementation environnementale, restrictions d'eau, contaminations aux métaux lourds, etc. Les attentes des Français en matière de prise en compte de ces problématiques ont fortement augmenté, en démontre les différentes études existantes classant la protection de l'environnement comme l'un des trois enjeux prioritaires pour le pays¹. Les associations et fondations ont pris le train en marche pour que la fin (répondre à des besoins) ne justifie plus les moyens (participer au dérèglement climatique).

« Le 12 décembre 2015 restera une grande date pour la planète. A Paris, il y a eu bien des révolutions depuis des siècles mais aujourd'hui c'est la plus belle et la plus pacifique des révolutions qui vient d'être accomplie : la révolution sur le changement climatique². » C'est par ces mots que le Président de la République Française d'alors, François Hollande, clôturait la COP21 qui avait permis la signature de l'Accord de Paris par 195 pays. Un tournant politique et institutionnel historique, plus de 40 ans après la publication du Rapport Meadows qui tirait déjà la sonnette d'alarme. Aujourd'hui, la prise de conscience est collective et s'est insinuée dans toutes les couches de la société, à tel point que la protection de l'environnement est considérée comme l'un des trois enjeux prioritaires (23%) pour la France. Pour les 18 – 24 ans, cela grimpe même à 32%³. 82% des Français se disent inquiets à l'égard du réchauffement climatique⁴, et 59% pensent que le gouvernement n'en fait pas assez⁵. Pour autant, le contexte général tend aux reculs environnementaux, ou tout du moins au *statut quo*,

Cet article est centré exclusivement sur la thématique de l'environnement, et non sur l'ensemble des critères liés à la RSE. Les enjeux de mixité et de diversité, d'égalité entre les femmes et les hommes, de conditions de travail, etc. pourront être développés dans d'autres supports.

contre les attentes populaires qui se tournent de plus en plus vers l'échelon local pour trouver des solutions. Dans ce contexte, quelle place peuvent prendre les associations et fondations ? En quoi répondre aux enjeux environnementaux, mais aussi de RSE / RSO⁶ plus généralement, peut dynamiser leur vie associative et démocratique ? En quoi cela peut-il susciter davantage de confiance et d'envie de s'engager, dans une société au sein de laquelle les citoyens tendent à s'isoler pour mieux se protéger d'actualités relativement anxiogènes ?

Une forme de backlash politique et institutionnel à l'œuvre

« Écologie punitive et sectaire⁷ », « écologie autoritaire et antisociale⁸ », « écologie contre le peuple⁹ », etc. Les expressions et tournures de phrases péjoratives ne manquent pas pour décrier les normes environnementales. Des exemples, parfois caricaturaux, sont utilisés pour discréditer certaines actions : les menus végétariens à la cantine qui mèneraient à l'interdiction de la viande¹⁰, l'absence de sapin dans la mairie de Bordeaux qui équivaldrait à interdire Noël¹¹, etc. Ce type de positions se retrouve également dans les normes et politiques RSE ; récemment vis-à-vis des obligations de *reporting* extra-financiers et du devoir de vigilance des entreprises concernant les droits humains et environnementaux à tous les échelons de leurs chaînes d'approvisionnement¹².

Ce climat politique et médiatique distille l'idée qu'il y aurait une forme de polarisation des opinions des Français concernant les politiques environnementales notamment. Ou tout du moins, une sorte de besoin de mettre ces considérations en pause. Pour autant, jusqu'à aujourd'hui, la polarisation a été davantage institutionnelle : suppression de l'Agence Bio en janvier 2025, détricotage de la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) en mai 2025, suppression des Zones à Faibles Émissions (ZFE) en juin 2025, diminution du budget 2025 et 2026 sur l'environnement, réintroduction de certains néonicotinoïdes en juillet 2025, etc. Et finalement, cela se ressent tout autant dans les temps de parole politique au moment des rendez-vous démocratiques : en 2021, 69% des Français jugeaient la transition écologique urgente et l'État était considéré comme le premier acteur d'action¹³. Pourtant, l'environnement n'a occupé que 3,6% du temps médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle entre le 14 février et le 4 avril 2022¹⁴. En mai 2024, le climat est classé comme le quatrième sujet d'importance (34%), derrière le système de santé (38%), l'immigration (38%) et le pouvoir d'achat (57%)¹⁵. Mais encore une fois, ce sujet n'a occupé que 3% du temps de parole médiatique¹⁶ de la campagne pour les élections européennes, soit moitié moins que le dossier ukrainien qui est classé 9^{ème} en termes de priorité (21%).

Un sujet d'inquiétude mais un soutien populaire

Contrairement à ce qu'on peut parfois penser, les Français sont loin d'être climatosceptiques. Ils ne sont pas davantage indifférents aux questions de protection de l'environnement. C'est même l'un des pays qui manifeste l'un des taux d'inquiétude les plus importants en Europe : en 2023, 82% des Français se sont déclarés inquiets à l'égard du changement climatique¹⁷ ; à la veille des élections européennes de juin 2024, 57% estimaient que les responsables politiques n'étaient pas assez ambitieux et coercitifs en matière d'écologie, contre 53% des Allemands et 51% des Polonais¹⁸ ; en 2025, toujours 82% des Français considèrent le

phénomène comme une véritable menace et, parmi eux, 34% (+11 points par rapport à 2005) pensent qu'il est déjà trop tard pour inverser la tendance¹⁹. Cette inquiétude se diffuse de manière plus ou moins marquée dans toutes les couches de la société : il n'y a pas d'écart significatif entre les catégories d'agglomération, les types et les tailles de commune, entre l'Ile-de-France et les autres régions. Seule diffère l'intensité de l'inquiétude et la capacité à inverser la dynamique : entre les électeurs de gauche et ceux de droite, entre les moins de 35 ans et les plus de 65 ans, entre les genres, entre les bacs +5 et les non-diplômés.

Au-delà d'une inquiétude, et contre toutes attentes, les questions de RSE peuvent créer de la cohésion et du collectif. Là où on peut ressentir une forme de « fatigue écologique » en réaction à une vision défaitiste de la société, les Français peuvent se montrer exigeants en matière d'engagement des acteurs publics, associatifs, des entreprises privées, voire aussi des acteurs de la formation. Nous pouvons par exemple penser au discours du collectif d'étudiants diplômés d'AgroParisTech en 2022 : « Nous sommes plusieurs à ne pas vouloir faire mine d'être fiers et méritants d'obtenir ce diplôme à l'issue d'une formation qui pousse globalement à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours²⁰ ». De la même manière, dans l'Observatoire de la Confiance 2025, 46% des Français indiquent que les associations et fondations qui s'engagent sur des critères de responsabilité environnementale et sociétale inspirent davantage confiance, et par là, qu'ils seraient plus à même de leur faire des dons. Ce chiffre monte à 55% pour les moins de 35 ans, à savoir les engagés et les donateurs de demain ! Les attentes sont toutes aussi fortes du côté des salariés vis-à-vis des entreprises : en 2023, 86% des Français considéraient la lutte contre le réchauffement climatique comme importante, et même prioritaire pour 41% d'entre eux²¹. 70% jugeaient que les engagements des entreprises en matière de RSE étaient globalement insuffisants. Le constat concernant leur propre entreprise est le même pour 64%²².

Encore plus récemment, les attentes en matière d'engagement écologiques se sont exprimées collectivement et massivement via la pétition contre la Loi Duplomb qui a recueillie fin juillet plus de deux millions de signatures. 61% des Français se sont déclarés défavorables à cette loi, et cela a touché encore une fois toutes les tranches de la population. Autant ont soutenu la pétition lancée sur le site de l'Assemblée nationale, et 64% auraient souhaité que le Président de la République ne la promulgue pas²³. Le défaitisme et l'apathie ne sont donc pas si inévitables, ni immuables.

Les associations s'engagent et se transforment

Les attentes en matière de RSE du secteur associatif ont particulièrement augmenté, en démontre l'Observatoire de la Confiance 2025. Celles-ci ne sont finalement pas si surprenantes car cela s'inscrit dans une certaine cohérence avec les inquiétudes personnelles et sociétales des Français, et leurs attentes vis-à-vis des acteurs publics. Cela s'inscrit également dans une dynamique plus générale vis-à-vis d'un besoin de transparence et d'adéquation entre les valeurs prônées et les actions réalisées. Les facteurs d'exemplarité sont de plus en plus mis en avant par les donateurs pour expliquer « pourquoi » et « pour qui » ils peuvent donner – ou non – leur confiance : que les associations rendent compte de leurs actions (65%), affichent et respectent leur mission (64%), gèrent rigoureusement les dons (63%), et soient transparentes (62%)²⁴.

Plus encore que la position « statut ne fait pas vertu », une véritable dynamique de remise en question des méthodes est en cours : la fin (l'accompagnement des plus vulnérables) ne justifierait plus les moyens (participer au réchauffement climatique). En avril 2023, un rapport du Shift Project²⁵ avait par exemple évalué l'impact carbone du secteur de la santé. Celui-ci représenterait environ 49 tonnes de CO₂e, soit plus de 8% de l'empreinte carbone en France. La majorité des émissions se trouverait dans les achats de médicaments (29%) et de dispositifs médicaux (21%), en cohérence avec un modèle de santé curatif et non préventif. Pourtant, les structures concernées se concentrent majoritairement sur la rénovation du bâti (2%) et la gestion des déchets (5%).

Les enjeux sont forts mais la perception des capacités d'action n'est pas toujours au rendez-vous chez les dirigeants associatifs : 74% des associations disent prendre en compte la transition écologique dans la réalisation de leurs actions, notamment pour répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies, mais elles ne sont que 59% à pouvoir donner des exemples de transformation interne, et le plus souvent de manière peu structurée²⁶. L'accompagnement des associations est une des clés à mobiliser : toutes n'ont pas conscience qu'elles ont un rôle à jouer, que ces enjeux peuvent leur permettre d'embarquer plusieurs types de publics en demande de transformation. Toutes ne savent pas non plus par quoi commencer, ni comment construire une stratégie RSE, adaptée à leurs capacités et leurs moyens. Plusieurs outils existent, et notamment ceux mis en place par Don en Confiance. En effet, un guide pratique a été publié pour outiller les associations et fondations en termes de RSE, quelle que soit leur taille, leurs capacités internes et leur état d'avancement.

Il est essentiel que les associations s'emparent de ce sujet, source d'inquiétudes et parfois de défaitisme, pour susciter de l'engagement, de la mobilisation et une envie d'œuvrer collectivement pour la société : la RSE peut devenir un levier de cohésion et de participation démocratique. En s'emparant de ce sujet, les associations n'en deviendront que plus désirables aux yeux des (futurs) donateurs et engagés.

Références :

¹ SciencesPo CEVIPOF pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, « Fractures françaises », 12^{ème} édition, novembre 2024, lien : https://www.jean-jaures.org/wp-content/uploads/2024/12/Fractures_francaises_2024.pdf

² Ambassade de France en Colombie, « Discours du Président François Hollande lors de la clôture de la COP21 », 10 octobre 2019, lien : <https://co.ambafrance.org/Discours-du-president-Francois-Hollande-lors-de-la-cloture-de-la-COP21>

³ IPSOS pour Le Parisien, « Jeunesse et politique », février 2024, lien : <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2024-02/ipsos-le-parisien-jeunesse-et-politique-2024-rapport-complet.pdf>

⁴ IFOP pour La Tribune, « Les Français et le réchauffement climatique : perceptions, comportements et anticipations », juin 2023, lien : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2023/07/120137-Presentation_Pour-publication.pdf

- ⁵ Les Echos, « Climat : les Français plébiscitent l'échelon local », 7 décembre 2023, lien : <https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/sondage-exclusif-climat-les-francais-plebiscitent-lechelon-local-2040027>
- ⁶ Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) / Responsabilité Sociale des Organisations (RSO)
- ⁷ Expression utilisée par Jean Castex (LR) en 2020. Lien : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-edito-politique/ecologie-punitif-contre-ecologie-liberale-que-de-carricatures-5442552>
- ⁸ Expression utilisée par Valérie Pécresse (LR) en 2021. Lien : <https://www.lejdd.fr/Politique/valerie-pecresse-defend-une-ecologie-despoir-face-a-lurgence-climatique-4061173>
- ⁹ Expression utilisée par Gabriel Attal (Ensemble !) en 2024. Lien : https://www.liberation.fr/environnement/discours-de-gabriel-attal-sur-leclimat-les-mesures-concretes-aux-oublies-20240130_2XBQP3U6JZDORJWHW3DXIOGBOQ/
- ¹⁰ Prises de position de Gilles Platret (LR), Julien Denormandie (Renaissance), etc.
- ¹¹ Prises de position d'Éric Ciotti (UDR), Marine Le Pen (RN) et Valérie Boyer (LR).
- ¹² CareNews, « Menacée mais silencieuse : la RSE face à une potentielle accession au pouvoir de l'extrême droite », 3 juillet 2024, lien : <https://www.carenews.com/carenews-info/news/menacee-mais-silencieuse-la-rse-face-a-une-potentielle-accession-au-pouvoir-de->
- ¹³ IFOP pour le MEDEF, « Enquête sur la transition écologique », avril 2021, lien : <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2021/04/118013-Presentation.pdf>
- ¹⁴ Libération, « Don't look up – Présidentielle : le climat n'a occupé que 3,6% du temps médiatique ces deux derniers mois », 8 avril 2022, lien : https://www.liberation.fr/environnement/climat/presidentielle-le-climat-na-occupe-que-36-du-temps-mediatique-ces-deux-derniers-mois-20220408_VZN2LZOO4FAXBCZNIEYGW375ME/
- ¹⁵ IFOP pour Fiducial, LCI, Le Figaro, Sud Radio, « Les Français et l'élection européennes : les enjeux déterminant le vote », 21 mai 2024, lien : <https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-lelection-europeenne-les-enjeux-determinant-le-vote/>
- ¹⁶ L'Humanité, « Européennes 2024 : Mais où est passée l'urgence écologique ? », 28 mai 2024, lien : <https://www.humanite.fr/environnement/ecologie/europeennes-2024-mais-ou-est-passee-lurgence-ecologique>
- ¹⁷ Les Français et le réchauffement climatique : perceptions, comportements et anticipations », juin 2023, lien : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2023/07/120137-Presentation_Pour-publication.pdf
- ¹⁸ Tarik ABOU-CHADI, Kannik JANSEN, Markus KOLLBERG, Nils REDEKER, « Debunking the Backlash : Uncovering European Voters Climate Preferences », 07 mars 2024, Centre Jacques Delors, lien : https://www.delorscentre.eu/fileadmin/2_Research/1_About_our_research/2_Research_centres/6_Jacques_Delors_Centre/Publications/20240307_Debunking_the_Backlash_Abou-Chadi_Janssen_Kollberg_Redeker.pdf
- ¹⁹ IFOP pour Hellio, « Les Français face aux enjeux liés à l'environnement et à la transition énergétique à un an des élections municipales », 29 avril 2025, lien : https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2025/04/Pres_ifop_hellio_2025_COURTE.pdf
- ²⁰ L'Étudiant, « Le discours des diplômés d'AgroParisTech reflète une évolution au sein des grandes écoles », 17 mai 2022, lien : <https://www.letudiant.fr/etudes/ecole-ingenieur/le-discours-des-diplomes-d-agroparistech-reflete-une-evolution-au-sein-des-grandes-ecoles.html>
- ²¹ IFOP pour DiotSiaci Institute, « Priorités & attentes des salariés sur la politique RSE de leur entreprise », mars 2024, lien : <https://www.ifop.com/wp-content/uploads/2024/03/Diot-Siaci-Institute-Idees-RSE.pdf>
- ²² Odoxa pour Oracle, « Les Français et la RSE », 20 mars 2023, lien : <https://www.odoxa.fr/wp-content/uploads/2023/03/Odoxa-pour-Oracle-Observatoire-de-linnovation-responsable-RSE.pdf>
- ²³ Cluster17 pour Génération Écologie, « Sondage : La Loi Duplomb », 24 juillet 2025, lien : <https://cluster17.com/sondage-61-des-francais-defavorables-a-la-loi-duplomb/>
- ²⁴ Baromètre de la confiance 2025, Don en Confiance : https://www.donenconfiance.org/759_p_44235/barometre-de-la-confiance.html
- ²⁵ The Shift Project, « Décarboner la santé pour soigner durablement », avril 2023, lien : https://theshiftproject.org/app/uploads/2025/01/180423-TSP-PTEF-Synthese-Sante_v2.pdf
- ²⁶ Recherches et Solidarités pour Fondation Terre Solidaire, « Les associations face aux enjeux de transition écologique », novembre 2024, lien : <https://recherches-solidarites.org/wp-content/uploads/2024/11/ORA2024-Transition-ecologique-05-11-2024-1.pdf>